

**Égalité**  
réelle

## SYNTHÈSE DES DÉBATS SUR LA COOPOL

Lacoopol.fr

parti-socialiste.fr

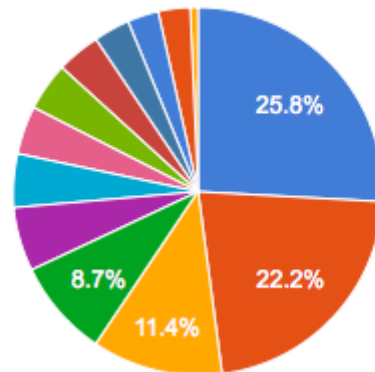
Les débats sur la coopol liés à la convention égalité ont été particulièrement riches. Ce sont plus de 2500 commentaires ou contributions qui ont été déposés par les internautes sur les groupes de débats et plus de 1200 votes qui ont été enregistrés sur les sondages en ligne. Plusieurs milliers de personnes ont participé ou consulté les chats sur le site du PS avec les différents secrétaires nationaux impliqués dans la convention. Tout au long de la période de débat, parallèlement aux échanges dans les sections et fédérations, les équipes du PS ont suivi de près les échanges sur les groupes et se sont ainsi imprégnés des réflexions, des réactions et des propositions des internautes.














Vous trouverez dans ce document une synthèse non exhaustive des échanges qui sont toujours accessibles sur la coopol sur les cinq principaux thèmes de la convention.



## Pour en finir avec les discriminations

Lutte contre les discriminations, quelle proposition te semble prioritaire ?



	Donner le droit de vote et d'éligibilité aux étrangers non communautaires pour les élections locales	25.8%
	Reconnaître l'égalité des genres et des familles en ouvrant le mariage pour tous les couples et l'adoption à tous les couples ayant un projet parental	22.2%
	Assurer la formation des enseignants pour leur permettre d'appréhender les élèves dans leur diversité. Lutter contre les discriminations dans l'école	11.4%
	Renforcer la formation des policiers et des magistrats à la lutte contre les discriminations, dans le cadre de leur formation initiale et de la formation continue	8.7%
	Contrôler les contrôles d'identité en rappelant le cadre légal et en expérimentant un système permettant d'éviter les contrôles au faciès	5.6%
	Dans le logement : anonymiser les dossiers déposés auprès des bailleurs sociaux et former les grandes fédérations d'agents immobiliers	4.6%
	Mettre fin aux discriminations envers les gens du voyage : en leur mettant des terrains à disposition et en mettant fin aux obligations de « visas » de circulation	4.3%
	Faire réaliser par l'INSEE une grande enquête indépendante sur les discriminations sur une base volontaire et auto-déclarative	4.1%
	Mettre en place un collectif de chercheurs, d'enseignants et d'historiens pour renforcer l'enseignement de l'histoire de l'immigration et de la colonisation	3.9%
	Elargir la possibilité donnée aux associations d'agir en justice en faveur des victimes en leur permettant de le faire sauf avis contraire de la victime	3.1%
	Recentrer les compétences de la Halde sur l'accompagnement des personnes victimes de discriminations, et le montage des dossiers	2.9%
	Dans le secteur privé : réviser la liste des professions interdites aux étrangers non communautaires, former les professionnels RH, anonymiser les candidatures, imposer un item sur les discriminations dans le bilan social des entreprises	2.7%
	Dans le secteur public : permettre la titularisation des contractuels de nationalité étrangère	0.7%

Les militants ont fait des propositions dès la création du groupe et ont réagi régulièrement, ce qui démontre le fait que les prises de position du Parti socialiste sur les discriminations étaient particulièrement attendues. C'est un thème qui mobilise les principes fondamentaux de la gauche et nous touche en même temps dans notre vie quotidienne, voire dans notre intimité. De nombreuses interventions ont porté sur le sondage, qui ne permettait de dégager qu'une seule priorité, alors que la lutte contre les discriminations est une thématique transversale qui appelle différents types de mesures, que les militants auraient souhaité pouvoir hiérarchiser davantage.

Ce qui ressort particulièrement de ces propositions, **c'est que la puissance publique doit être exemplaire** : en mettant fin aux discriminations "légales" et en assurant une représentation de tous ceux qui sont considérés comme hors normes, par le biais des élus mais aussi des associations.

### **Gens du voyage**

Les événements de l'été ont marqué les esprits des internautes sur la question des gens du voyage. Il y a un **appel pour garantir à tous les citoyens les mêmes droits qu'ils soient nomades ou sédentaires**, avec la suppression du carnet de circulation pour [Nathalie](#). [Jean-Paul](#), pour sa part, lance un appel au soutien des membres de la coopol : «un pays sans tsiganes est un pays sans liberté».

### **Égalité des droits entre couples mariés et couples pacsés**

Les discriminations liées aux couples occupent les débats, notamment la question des pensions. [Nicolas](#) et [Patrick](#) demandent que les pensions de réversion ne soient pas réservées aux couples mariés mais également aux couples pacsés, et par là même aux couples homosexuels.

### **Lutte contre les discriminations au travail**

Le monde du travail n'est malheureusement pas synonyme d'égalité : beaucoup demandent le **renforcement des pouvoirs de toutes les instances représentatives du personnel pour «pouvoir étudier, analyser et agir» contre toutes les discriminations en entreprise** et améliorer l'accès à la formation et à la santé pour tous les salariés ([Brahim](#) et [Anne](#)). Cela suppose de lutter efficacement contre les discriminations syndicales et les délits d'opinion.

### **Travail sur l'histoire et la mémoire**

Les discriminations pour les Français issus de l'immigration ne sont pas en reste comme le rappelle [Nathalie](#). [Jean-Paul](#) insiste sur la nécessité d'abandonner les réflexes coloniaux et la catégorisation des Français. [Béa](#) propose de mener un travail pour éviter «l'unicité» de la mémoire.

### **Représentation des minorités visibles parmi les élus**

[Sarah](#) renvoie à la tribune de George Pau-Langevin dans [Le Monde](#) daté du 10 novembre et demande au PS de formuler également des propositions pour **accorder une plus grande place à des candidats issus de la diversité**, notamment à l'Assemblée nationale. Cependant, [Jean-Paul](#) met en garde les socialistes contre la tentation de nommer, comme l'a fait Nicolas Sarkozy, des personnalités «issues de la diversité», sans assurer une réelle diversification des candidats aux fonctions électives.

## La Halde

La Halde suscite beaucoup d'interrogations. Est-ce logique que ce soit la Halde, un organisme indépendant, et pas la police et la justice qui agissent contre les discriminations? [Anne](#) s'interroge sur son efficacité.

## Importance du monde associatif

A travers la contribution de la section d'Oullins dans le Rhône, [Joëlle](#) insiste sur le rôle déterminant des associations dans notre société. Elles ont un rôle social, éducatif et de prévention. Le monde associatif est au coeur du vivre ensemble et du faire société.

[Anne](#) considère que la majorité des associations d'éducation populaire sont totalement «dans la loi du marché» et préfère parler du rôle des associations de proximité dans la société.

Pour [Philippe](#), les associations permettent avant tout de réduire les discriminations en s'occupant des plus démunis.

[Emmanuel](#) met en avant le lien social qui se construit au niveau local grâce au travail des élus.

## Handicap

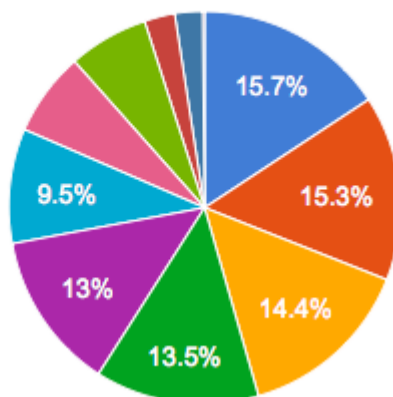
[Raphaël](#), de la section des sourds et malentendants socialistes, voudrait attirer l'attention sur la signification du droit à l'égalité et à la non-discrimination. La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, bien qu'ayant représenté un progrès pour les personnes en situation de handicap, ne réponds pas encore à leurs attentes. Elle n'est pas appliquée intégralement et de nombreux décrets d'application sont manquants. Pour cette [association](#), rappelle Raphaël, le fait de consacrer le droit à l'égalité réelle dans le projet de convention exigerait de prendre des mesures pour éliminer la discrimination intentionnelle et aussi la discrimination indirecte.












## Importance des principes républicains

Afin de préserver la cohésion sociale, [Guillaume](#) insiste sur la nécessité de lutter contre les discriminations pour éviter les replis communautaristes. [Aminata](#) met en évidence le lien entre la lutte contre les discriminations et les droits de l'homme : «ces droits inhérents à la liberté, à l'éducation, au travail, à la santé, à l'information et à la sûreté de sa personne et cela sans aucune restriction quant à la race, la nationalité la religion, le sexe, la langue ni à l'origine».

## Des services publics universels et personnalisés

Pour des services publics universels et personnalisés, quelle proposition te semble prioritaire ?



	Rétablir le contrôle public sur les choix tarifaires des opérateurs de l'électricité et du gaz	15.7%
	Garantir, à tout âge de la vie, un panier de soins et de services (nouveau droit universel à la compensation de la perte d'autonomie)	15.3%
	Tripler le nombre de places en crèche en 10 ans (de 250.000 à 750.000), en soutenant l'investissement des collectivités locales dans la construction de structures collectives et la formation d'assistantes maternelles	14.4%
	Aménager la liberté d'installation des professionnels de santé, en planifiant notamment la sortie d'études des jeunes médecins pour les inciter à exercer pendant leurs deux à trois premières années d'exercice dans des zones de santé prioritaires	13.5%
	Introduire le paiement au forfait des professionnels de santé	13%
	Revenir sur les mesures de déréglementation du secteur de la petite enfance prises par la droite, et garantir un accueil de qualité avec une formation et un taux d'encadrement adapté	9.5%
	Sur le modèle de la loi SRU, imposer un taux minimum de places en crèche pour communes de plus de 10.000 habitants	6.9%
	Encadrer strictement les dépassements d'honoraires	6.5%
	Mettre fin à la conditionnalité d'âge (aujourd'hui fixée à 60 ans) dans la prise en charge du handicap	2.6%
	Homogénéiser les multiples systèmes actuels (invalidité, AAH, PCH, APA)	2.2%
	Garantir l'application de l'Agenda 22, en incluant à chaque loi un volet handicap	0.2%

Les internautes semblent véritablement inquiets de la **problématique budgétaire** à venir, entre casse des services publics à réparer et la faible dynamique économique à l'horizon ([Hugues](#)).

Néanmoins, un consensus se dégage autour d'un **réinvestissement de la puissance publique ; Investir aujourd'hui pour préparer l'avenir de notre pays, avec la fixation de priorités claires**, décidées par la nation. Il s'agit d'abandonner la politique du chiffre et ses "clients" et revenir à un service public et des usagers .

Deux questions paraissent aujourd'hui particulièrement préoccuper nos militants et sympathisants : la **santé** et l'**emploi**. L'**éducation** compte aussi parmi les sujets prioritairement évoqués dans les débats sur les services publics alors qu'un autre groupe de débat lui était consacré. Ces domaines partagent une caractéristique commune : celle de se présenter, pour les intervenants du réseau social socialiste, comme les grands perdants des réformes de la droite.

## Emploi

Une problématique est véritablement mise en exergue concernant les politiques de l'emploi ; celle de la **mise en place de mécanismes de formation tout au long de la vie** ([André](#))

## Santé & protection sociale

La pérennité du droit accordé à chacun de bénéficier d'un accès à des soins de qualité partout sur le territoire est aujourd'hui l'une des principales préoccupations exprimées sur la Coopol. **La santé apparaît comme le terrain sur lequel les inégalités ne sont plus tolérées** ([Gérard](#)), le domaine de la solidarité par excellence.

Tous sont d'accord pour ne garder en considération que la qualité des soins à la population, et faire du financement du système de santé la priorité d'un gouvernement de gauche ([Huques](#)).

Des propositions concrètes sont évoquées dans cette optique :

- Tous défendent l'**embauche d'infirmières** et l'**ouverture de lits** dans les structures existantes ([Benjamin](#)) comme étant la première des réformes à conduire en ce domaine.

- La **création d'un 5e risque** face au vieillissement de la population s'affiche comme l'une des priorités d'une réforme de la protection sociale ([Patrick](#))

- Une des autres mesures d'ampleur envisagées est la **mise à contribution plus forte du secteur privé**:

Une obligation de service public des médecins généralistes (orientation de l'installation géographique selon les besoins, gardes obligatoires...) recueille une très large adhésion, comme la révision de leur mode de rémunération ([David](#) / [Gérard](#) / [Benjamin](#)). Proposition est faite de calquer leur répartition sur le territoire sur le modèle des pharmaciens.

Ces propositions sont toutefois plus polémiques. Des professionnels de santé socialistes s'inquiètent ainsi des mesures énoncées dans le rapport de la Convention (paiement au forfait, obligation de SP sur 5 ans... - [François](#) / [Pierre](#) - propositions qui pourraient les placer selon eux en boucs émissaires quant à la situation sanitaire du pays. Le texte, selon eux, pourrait tendre à faire porter le fardeau des déserts médicaux et des problèmes du système de santé français à la jeune génération de professionnels de santé.

Ces personnes prônent la mise en œuvre d'autres voies : valoriser le travail des généralistes, en les regroupant en réseaux articulés avec les centres hospitaliers, en développant la télémédecine, en organisant des missions de formations à partir des centres hospitaliers... Ils dénoncent, surtout, le numerus clausus de 1971, et rejoignent l'idée d'autoriser les caisses primaires et mutuelles à salarier en plus grand nombre des médecins.

Dans ce cadre, certains proposent de s'appuyer sur les mutuelles, avec des personnels de soins salariés – ce qui en outre semble répondre à une demande croissante des jeunes médecins, notamment. ([Jean-Christophe](#))

- En termes d'économies, plusieurs prônent la **fin des exonérations de cotisations sociales**, qui pesaient, en 2008, 32 milliards d'euros (Cour des comptes) ([Gérard](#)), la **suppression du secteur privé de l'hôpital public** et **l'arrêt progressif du secteur 2** et des dépassements incontrôlés d'honoraires. Mesure plus radicale : l'interdiction aux exilés fiscaux de venir se soigner à moindre frais dans l'Hexagone ([Arnaud](#)).
- Une question non traitée revient également à intervalles réguliers : celle des **conflits d'intérêts entre médecins, administration et experts**.
- La création d'un **véritable service public du handicap** ([David](#)), centralisant l'ensemble des démarches apparaît indispensable aux internautes.

## Éducation

L'éducation accordée à nos enfants occupe également les esprits : beaucoup défendent la réduction des effectifs, notamment là où les besoins se font le plus sentir ([Arnaud](#)). Voire la fixation d'un *numerus clausus* strict par classe et cycle. L'attention se porte également volontiers sur les conditions d'accueil périscolaire des enfants (cantines, présence d'infirmières, de conseiller d'éducation, de surveillants...).

Les internautes mettent enfin l'accent sur la nécessité de créer un véritable **service public permettant de pallier la montée de la précarité** :

- **Maintien des anciens tarifs** par une présence publique dans les entreprises concernées (énergie...) et **nouveaux tarifs sociaux** (Internet, téléphonie mobile, aujourd'hui indispensables).
- **Politique de sortie de précarité** par la mise à disposition d'outils et de politiques à usage réel (permis solidaire, mécanismes de récupération de portables et ordinateurs, formation aux TIC). ([Mr Pat](#))
- Prévoir des **modalités plus humaines** par exemple en déconcentration de certains services au niveau des communes (carte grise, immigration...).
- Une **révision des politiques d'enfermement**, de manière à les limiter à leur plus stricte expression.

## Simplification administrative

Plus généralement, les membres de la Coopool plaident en faveur d'une **simplification administrative**, voire de points uniques pour les démarches les plus faciles d'accès ([Madeleine](#)). On peut d'ailleurs relever en filigrane des interventions l'attachement à un véritable accueil physique (il ne faudrait pas uniquement privilégier les solutions numériques).

## Fracture numérique / Haut & Très haut débit

Le déploiement du très haut débit, et la fin des zones noires et grises concernant le haut débit est impossible sans la mobilisation d'importants crédits publics. Alors que les opérateurs privés font d'énormes profits à la suite des investissements publics déjà consentis qu'ils distribuent sans compter à leurs actionnaires.

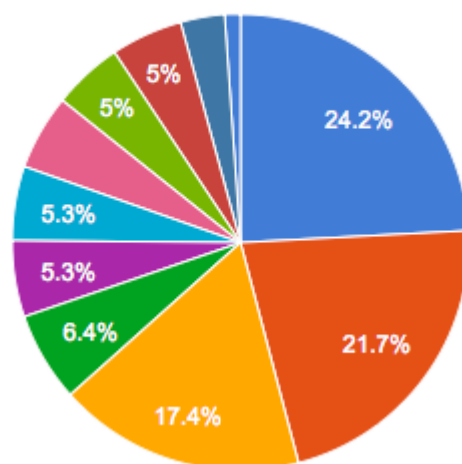
Des internautes tels que [Patrick](#) défendent la mise en place d'un opérateur public de la distribution optique. Chargé du déploiement et de la gestion économique et technique, cet opérateur public vendrait l'accès au client et à l'opérateur à un prix moyen national.

## Union européenne

Certains internautes préviennent cependant que ces efforts seront vains sans une intervention coordonnée au niveau européen, et la révision de la Directive services Union Européenne ([Anne](#)).

## Inégalités territoriales

Lutte contre les inégalités territoriales, quelle proposition te semble prioritaire ?



Assurer la solidarité territoriale par le biais d'une redistribution des ressources, d'une collectivité à l'autre d'une part, et de l'Etat aux collectivités d'autre part	24.2%
Mettre en oeuvre un bouclier rural, fer de lance d'une ruralité moderne, et arsenal de mesures visant à remédier à la fracture territoriale, à rétablir l'égalité entre les territoires tout en prenant en compte les spécificités de la vie à la campagne, et à défendre les services publics	21.7%
Assurer plus de mixité sociale dans les villes, par le renforcement de la loi SRU et le passage de 20 à 25% de ses exigences en matière de construction de logements sociaux avec des moyens coercitifs si elle n'est pas appliquée par les maires	17.4%
Augmenter la taxe sur les logements vacants et l'élargir à toutes les zones où l'on manque cruellement de logements	6.4%
Augmenter les crédits d'investissement et de fonctionnement des transports collectifs afin de développer les infrastructures de transports collectifs et les dessertes transversales	5.3%
Parvenir à une baisse raisonnée des prix du logement et des loyers dans le privé en encadrant par exemple les loyers lors de la relocation d'un logement	5.3%
Créer dans les "ghettos" des zones d'activités rendues attractives par la mutualisation de services, accessibles et ouvertes aux activités économiques génératrices d'emplois	5.3%
Dans les banlieues en difficulté, proposer aux habitants un contrat unique de développement humain et de renouvellement urbain qui garantit un niveau élevé d'équipements en matière de transports, de logements, de réussite éducative, de santé...	5%
Unifier les tarifications des transports urbains et plafonner le prix des abonnements domicile-travail avec un objectif de 1 euro par trajet	5%
Dans le monde rural, afin de créer, capter et faire circuler les richesses, créer des zones de développement économique, accompagnées de nouveaux outils bancaires qui imposent aux établissements de réinvestir dans ces zones une partie des sommes qu'elles y prélèvent	3.2%
Pour l'outre-mer, abaisser le coût des liaisons avec la métropole afin de faciliter les échanges et développer un programme de constructions de logements et d'infrastructures	1.1%

Dans le cadre de la discussion autour de l'atelier inégalités territoriales, les participants ont insisté sur les nécessaires solidarités à mettre en œuvre entre territoires, par le biais de la péréquation et de l'échange de ressources, par **une véritable politique d'aménagement du territoire qui assure les mêmes droits à tous les citoyens** quel que soit leur choix de vie, par un effort redoublé en faveur de la mixité sociale dans le logement. Les internautes ont également insisté sur leur volonté de défendre des services publics, aujourd'hui sacrifiés sur l'autel de la rentabilité. Le maintien des services publics performants, sur l'ensemble du territoire, des banlieues aux campagnes, est selon les participants, fondamental.

### **Péréquation**

**La notion de solidarité est liée à la péréquation pour la majorité des échanges du groupe.**

[Nathalie](#) souligne le nécessaire rétablissement des solidarités économiques sur le territoire, et l'importance de l'échange de ressources et de biens en vue de développer l'emploi et d'accroître un développement durable dans les collectivités, les communes et les villes.

[Bruno](#) s'oppose à la vision libérale qui entraîne de la compétition entre les territoires de proximité. Il rappelle que seul l'esprit républicain et progressiste pourra entraîner, via la péréquation, la solidarité et les coopérations entre les territoires.

[Michel](#) pense qu'il est indispensable de revenir sur la notion de péréquation entre les départements et les régions. Il s'interroge sur la réforme territoriale et ses conséquences économiques et financières, qui risquent, à terme, de mettre fin à l'égalité de traitement des citoyens selon leur zone de résidence.

### **Ruralité**

Une militante d'un département rural ([Anne](#)) attire l'attention des socialistes sur les dangers de la suppression des services publics et la désertification médicale dans les campagnes. [Monique](#) confirme que la suppression, au nom de la rentabilité, des services publics qui créent des liens réels avec les populations explique le problème des «banlieues» et la désertification de la France dite «périphérique».

### **Logement**

La question du logement est centrale. **La part consacrée au logement dans les ménages ne cesse de croître, c'est pourquoi les internautes s'expriment plaident souvent pour des mesures d'encadrement des montants des loyers** ([Marc](#)).

Le thème de la sécurité au sein des logements est également évoqué, certains internautes débattant des mesures de vidéoprotection dans les parties collectives des immeubles ([Nicolas](#)). Par ailleurs, la notion d'habitat indécent fait surface : les locataires devraient être autorisés à attaquer leur syndicat ou la société de gestion pour habitat indécent et les forcer à faire des réparations.

Sur la question de la mixité sociale, [Getch](#) pense qu'il faut supprimer les ghettos en relogant les gens concernés dans des logements HLM répartis dans tous les quartiers des villes. C'est en mélangeant les classes sociales que l'on résoudra beaucoup de problèmes économiques et sociaux. [Malbrouck](#) propose quant à lui de créer des opérations pilotes à vocation nationale en matière de peuplement. Il faudrait choisir des familles ciblées que connaissent parfaitement les mairies et auxquelles

on proposerait un déménagement dans un cadre de vie différent avec un logement et un emploi adaptés.

### **Aménagement du territoire**

[Anne](#) insiste sur la nécessité pour les socialistes d'imaginer et de mettre en œuvre «une véritable politique d'aménagement du territoire», condition d'une meilleure organisation spatiale du territoire et d'une ruralité vivante.

### **Réforme territoriale**

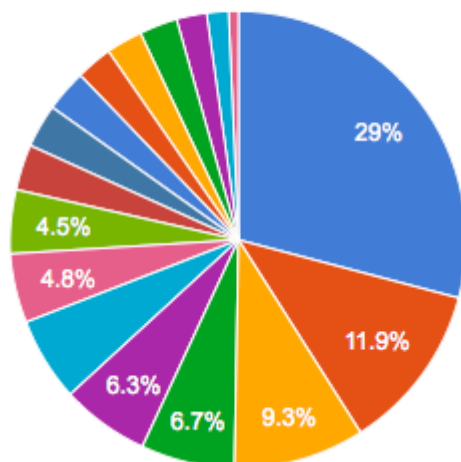
Le cas du conseiller territorial occupe une grande place dans les débats. [Arnaud](#) met en lumière le problème des départements peu peuplés mais étendus, dans lesquels les citoyens auront d'autant plus de mal à rencontrer leurs élus, avec l'exemple de la Meuse où seuls 9 conseillers territoriaux remplaceront les 31 conseillers généraux.

### **Transports**

[Benjamin](#) souligne que l'unité travail-domicile est un peu réductrice, car tout le monde ne travaille pas (enfants, retraités, chômeurs...).

## Éducation et formation pour l'égalité

L'éducation et la formation, outils de l'égalité, quelle proposition te semble prioritaire ?



Ecole primaire : concentrer les moyens, en particulier sur le premier cycle des apprentissages : enseignants formés, classe à petits effectifs là où cela est nécessaire, renfort éventuel d'un deuxième professeur dans certaines classes pour personnaliser l'enseignement, etc...

29%

Allocation d'études et de formation : Nous proposons de transformer le système d'aide sociale en le basant sur la situation propre du jeune et en créant une allocation d'étude pour les jeunes en formation. Son objectif est double : lutter contre la dépendance et la reproduction sociale et élever le niveau de qualification en permettant à de nouvelles catégories sociales d'accéder à l'enseignement supérieur. Cette allocation d'étude sera unique, regroupant l'ensemble des aides existantes (aides au logement, bourses sur critères sociaux...) et simplifiant ainsi un système complexe. Elle sera d'un montant suffisant pour permettre au jeune de subvenir à ses besoins et conditionnée à un projet de formation.

11.9%

Pédagogie : Nous augmenterons d'une part le nombre annuel de jours de cours en raccourcissant les vacances d'été et organiserons d'autre part une semaine de 5 jours éducatifs, en lien avec les collectivités locales et les associations périscolaires.

9.3%

Nouveau pacte éducatif : Profonde refonte de la formation des enseignants et des personnels d'éducation. Une formation comprenant une part de spécialisation disciplinaire, une part de formation professionnelle pratique et théorique assurée, au sein de l'université, par des Instituts de Formation des Maîtres rénovés et une option, un concours en fin de 4e année, une 5e année en alternance, une entrée progressive dans la carrière.	6.7%
Compte formation : Nous mettrons en place un droit à la qualification pour tous garanti par un compte formation individuel à deux étages. Le premier étage assurera un droit à la formation initiale différée de 6 mois à 2 ans en fonction de la qualification des jeunes sortis de la formation initiale. Le second étage assurera un droit capitalisable à la formation tout au long de la vie professionnelle.	6.3%
Une nouvelle carte scolaire pour l'égalité : Introduction de critères sociaux et scolaires dans le nouveau dispositif de sectorisation, notamment en créant « un indice de mixité sociale ».	5.9%
Le collège : garantir la continuité avec l'école primaire. Nous proposons que les élèves bénéficient d'un « large panel d'enseignements communs, pour tous, faisant une place importante, aux côtés des enseignements généraux, à la culture technologique et professionnelle » et l'élaboration de « nouveaux programmes et d'une nouvelle architecture des enseignements, plus transversaux, plus ouverts sur les activités artistiques, culturelles et sportives ».	4.8%
Orientation : Nous mettrons en place en région un service public d'information et d'orientation de proximité permettant d'ouvrir à tous, jeunes scolarisés mais aussi actifs tout au long de leur vie professionnelle, l'éventail des choix qui permet de rebondir, de valoriser ses acquis. Ce guichet unique fera fonctionner en réseau, dans les territoires, les professionnels de l'orientation de l'Education nationale, des Missions Locales, de Pôle Emploi, des services d'orientation professionnelle mis en place par les Régions, des centres de bilan de compétences, en lien avec les organismes paritaires de gestion de la formation.	4.5%
Pédagogie : Nous souhaitons que « l'accompagnement du travail personnel soit intégré au temps éducatif ».	3.3%
ZEP : Il faut « sortir du saupoudrage et mettre en place une différenciation de la dotation non par dispositif mais par établissement, en fonction des catégories sociales et scolaires des jeunes accueillis ».	3%
Premiers cycles universitaires : « La concurrence stérile entre filières de formation, au détriment des universités, doit prendre fin par le rapprochement progressif des grandes écoles et des classes préparatoires avec l'université ».	3%
Nouvelle chance : Nous créerons un « dispositif nouvelle chance », ouvert à partir de 18 ans, comprenant un revenu et un suivi avec un référent unique (parrain en entreprise ou agent du SPE) et une prise en charge d'une formation. Ce dispositif permettrait à tous ceux qui auraient arrêté précocement ou sans diplôme le système éducatif la reprise d'une formation ou d'un premier emploi.	2.6%
Carte scolaire : « Une juste contrepartie du financement public dans les établissements privés sous contrat impose qu'ils soient également soumis à des objectifs de mixité sociale »	2.6%
Premiers cycles universitaires : Notre objectif est « d'offrir des conditions de formation aussi bonnes dans les premiers cycles universitaires que dans les classes préparatoires » (augmentation du nombre d'heures de cours et du taux d'encadrement...) tout en renforçant ce qui constitue le point fort des universités, l'adossement à la recherche.	2.6%
Ouvrir l'école sur son environnement : Mise en place de projets éducatifs locaux, contractualisés entre les tous les acteurs locaux sur une base pluriannuelle.	2.2%
Le lycée de toutes les réussites : nous ouvrirons le chantier du droit à la scolarité jusqu'à 18 ans.	1.5%
Lycée : notre objectif sera de développer les enseignements et projets communs (aux voies générales technologiques et professionnelles, notamment en Seconde, et d'instaurer de vraies passerelles et possibilités de réorientation.	0.7%

Comment lutter contre l'échec ? Quelles modifications apporter au métier d'enseignant ? Comment faire évoluer les contenus de l'enseignement ? Le thème de l'éducation et de la formation a donné lieu à des échanges riches – et souvent animés – sur la Coopol. **L'école primaire et la petite enfance apparaissent comme des priorités pour les participants, qui estiment que c'est là où l'essentiel se joue**, et là où il faut d'abord agir pour lutter contre les inégalités. La nécessaire revalorisation du métier et du salaire des enseignants fait également l'objet d'un large consensus. La politique de casse de l'éducation nationale menée par la droite est unanimement condamnée. Les questions de l'âge de la scolarité obligatoire, du contenu de cette scolarité (socle commun, discipline...), et du degré d'autonomie souhaitable des équipes pédagogiques font en revanche débat.

### Les enseignants

- La formation et le recrutement des enseignants occupent une grande partie des débats. La formation des enseignants du primaire devrait être de type «licence professionnelle», soit une année positionnée à la sortie d'un cursus bac +2 (IUT ou licence) pour [Louis](#). Le CAPES (certificat d'aptitude au professorat du second degré) doit être réformé, mais pas n'importe comment : en concertation avec les personnels ([Sophie](#)), avec la prise en compte à égalité de l'enseignement pédagogique et disciplinaire ([Gabriel](#)), une formation pédagogique plus intensive, l'intégration d'un mémoire professionnel dans le cursus, l'intégration d'une formation de psychologie pratique (utile pour dépister les personnalités fragiles) ([Gabriel](#)), et pourquoi pas «ouvrir ce métier à des professionnels qui souhaiteraient changer d'orientation» ([Nathalie](#)).

- Le service et le temps de présence des enseignants devraient pouvoir évoluer et s'adapter selon beaucoup d'internautes. Les problèmes de comportement à l'école et le travail qu'il suppose ne doivent pas être considérés comme une charge supplémentaire au travail des enseignants mais comme une partie intégrante de celui-ci ([Christophe](#)). Si le temps de présence des enseignants augmente, ceux-ci devraient pouvoir bénéficier de bureaux pour recevoir élèves et parents selon [Jean-Marc Pierre](#). [Pierre](#) considère également qu'une présence (30h) des enseignants dans les lycées et les collèges serait souhaitable. Cette présence renforcerait la cohésion des équipes pour [M. Pat](#). Cependant, si les tâches augmentent, il faudrait baisser le nombre d'heures de cours. ([Sarah](#)). Une réorganisation du service doit aussi s'accompagner d'une revalorisation salariale ([Benoit](#))

- Les internautes plaident pour une augmentation des moyens humains dans l'enseignement via les emplois jeunes, AVS (Auxiliaires de Vie Scolaire), RASED (réseaux d'aide spécialisées aux élèves en difficulté) et pour l'arrêt de la suppression des postes. ([Sophie](#) et [Sarah](#)). Les Rased sont «en voie de disparition» depuis la mise en place de l'APE (aide personnalisée élève) ce qui est regrettable. Le Parti socialiste doit s'engager sur le maintien et le développement du RASED pour aider les élèves en difficulté et ne pas rendre les enseignants responsables du manque de moyens mis à disposition par l'Education Nationale ([Sophie](#)). Si on supprime les RASED ([Geneviève](#)), il faut imaginer d'autres aides pour les enfants en difficulté.

Il faut insister sur la nécessité de la présence des enseignants spécialisés, des psychologues et des médecins scolaires dans les écoles et donner les moyens d'un fonctionnement efficace. ([Yvette](#)). Les emplois jeunes mis en place par Lionel Jospin en 1997 et supprimés par les gouvernements de droite doivent retrouver leur place, dans les écoles notamment ([Sophie](#)). Il faudrait également un technicien à temps plein, par exemple, pour 200 ordinateurs/1000 élèves. Il n'y a aucun miracle pédagogique à

attendre de l'informatique, mais c'est un outil de plus, quasi indispensable aujourd'hui ([Gabriel](#)).

- Autonomie, pouvoir d'agir, projets

Le terme autonomie suscite certaines inquiétudes. [Mr Pat](#) estime au contraire qu'une plus grande autonomie financière dans les écoles favoriserait la «responsabilisation des personnels enseignants».

[Pierre](#) ne croit pas que l'autonomie des collèges donne plus de libertés pour les enseignants. L'autonomie donne plus de liberté aux chefs d'établissements, mais pas aux enseignants. L'autonomie des établissements qui doit mener à plus d'égalité des chances et non pas à une dérive libérale. En ZEP, les marges dégagées par l'autonomie ne doivent pas uniquement être utilisées comme c'est le cas aux 2/3 pour des projets de retour au « concret » et de remédiation des lacunes ou des comportements déviants. Si l'on ne veut pas que l'autonomie creuse davantage les inégalités entre établissements favorisés et établissements ZEP, il faut qu'elle serve aussi à promouvoir le perfectionnement des élèves et les voies d'excellence. Il convient néanmoins de former les professeurs, et les chefs d'établissements à ces questions pour une réelle efficacité. La refonte de la formation des enseignants permettrait de le faire rapidement ([Sarah](#)).

L'autonomie n'a en tout cas de sens qu'au service des élèves : «Il est nécessaire de laisser l'initiative au terrain. A condition, via des programmes nationaux et des évaluations standardisées, de se prémunir des dérives de l'adaptation aux élèves. Ceci est d'autant plus évident qu'aucune étude ne désigne aucune méthode comme dotée d'une efficacité pédagogique intrinsèque. Il faut aller vers une attitude plus expérimentale où enseignants et chercheurs concevront et évalueront les effets précis de tel dispositif sur tel public» ([Christophe](#)).

De même pour [Fabienne](#), «si cette nouvelle autonomie proposée l'est pour plus de décentralisation et une meilleure réactivité par rapport aux difficultés des élèves, elle est intéressante». Pour [Tristan](#), il faut stabiliser les équipes, notamment dans les ZEP et homogénéiser des équipes sur le plan des méthodes pédagogiques pour faire réussir les projets d'établissements.

- Salaires et revalorisation

La hausse de la rémunération des enseignants rencontre une très large adhésion : Il faut «augmenter substantiellement le régime indemnitaire des enseignants affectés en collège ambition réussite» ([Pierre](#)); «une revalorisation du métier peut passer par une hausse de la rémunération» ([Monsieur Pat](#)); «revaloriser la fonction d'enseignant et la rémunération car depuis 15 ans, le salaire s'est beaucoup dégradé» ([Jean-Baptiste](#)).

«Les enseignants ne sont pas une variable d'ajustement mais des salariés avec des droits». Une revalorisation juste des salaires qui ne cessent de baisser est donc nécessaire et sans contrepartie selon [Sophie](#).

- Rôle dans la société

Les enseignants ont un rôle primordial dans la société, toutes les parties prenantes (les élèves, les parents, l'administration) devraient considérer le corps enseignant comme un des éléments les plus importants de la société, avec un respect dû à la profession en tant que clé de voûte d'un système de valeur ([Jean-Marc](#)).

Il y a près d'un siècle, les «hussards de la république» ont montré la voie dans des conditions difficiles ; aujourd'hui les enseignants construisent l'avenir avec les mêmes enjeux : créer une société moins

inégalitaire. Autrefois, ils étaient soutenus par les parents, aujourd'hui j'ai l'impression qu'ils sont en train de devenir des boucs émissaires ([Louis](#)).

- Bivalence (enseignement de plusieurs matières)

Certains internautes sont favorable à la bivalence, voire la trivalence pour limiter le nombre d'enseignants des élèves de collège. La diminution du nombre de référents par élève permettrait aux élèves d'être mieux encadrés et aux parents d'avoir la possibilité d'être entendus (non pas par « un représentant administratif » mais par les personnes en relation directe avec leur enfant). Mais pour [Pierre](#), «si la bivalence était instituée, il conviendrait, dans un souci d'équité et de justice, de prévoir un filet de sécurité relatif à la note pédagogique : il serait anormal qu'un enseignant faisant l'effort de la bivalence soit pénalisé par rapport à son collègue qui se limite à enseigner la discipline dans laquelle il a une licence (ou un master)».

- *Évaluation, inspection*

Pour [Gabriel](#), il faudrait rompre avec «le système de cooptation/concours des inspecteurs» et diversifier leur mode de recrutement pour diversifier les points de vue. Il faudrait que les inspections durent plusieurs jours; que le mode soit plus coopératif, orienté résolutions des problèmes et pas uniquement pour mettre une note pédagogique.

## **L'encadrement**

Le nombre d'enfant par classe a une très grande influence sur leur réussite tout au long de la scolarité : «L'idéal serait 20 élèves maximum au cycle des apprentissages (GS, CP, CE1)» ([Yvette](#)). Thomas Piketty est l'auteur d'une étude, publiée par le ministère de l'éducation en 2006 démontrant qu'en primaire, on apprend mieux à lire et à calculer quand on est 20 au lieu de 25. C'est encore plus vrai pour les enfants de milieux défavorisés ([Geneviève](#)). [Jean-Baptiste](#) estime également qu'il faut réduire le nombre d'enfants par classe au collège et renforcer les moyens. Peut-être faut-il, selon [Sarah](#), fixer un nombre maximum d'élèves en ZEP. [Assanatou](#) plaide également pour «des classes à taille humaine».

## **Contenus, programmes, pédagogie**

[Mr Pat](#) insiste sur la nécessité, au delà des «connaissances de bases» d'apprendre à argumenter, s'exprimer, avoir une culture générale assez étendue, réaliser des projets et plaide contre une éducation «hors sol».

[Michel](#) souligne l'intérêt des expériences de philosophie en maternelle : «la formation à la pédagogie vers les enfants est à repenser de fonds en comble pour intégrer la richesse de notre diversité». [Sophie](#) estime quant à elle qu'il faut une «éducation aux valeurs d'ouverture, de solidarité et réflexion critique» et «axer les programmes sur une solide formation générale éducation au Vivre ensemble (anciens programme Jack Lang )». [Nicolas](#) pense qu'il faut alléger les programmes du primaire et du secondaire pour permettre aux enfants d'origine modeste de ne pas décrocher.

Beaucoup insistent sur la nécessaire maîtrise des «fondamentaux». [Jean-Baptiste](#) estime qu'il faut renforcer les connaissances de base et la maîtrise de la langue et du calcul au primaire. [Vincent](#) trouve que «trop de gamins passent de classe en classe sans maîtriser la lecture, la compréhension d'un texte». Pour [Thomas](#), «l'apprentissage de l'anglais devient une priorité au même niveau que l'apprentissage du français».

- *Culture commune, socle commun*

[Yvette](#) suggère de plutôt retenir «culture commune» ou au minimum de préciser qu'il faut redéfinir le «socle commun de connaissances et de compétences». [Geneviève](#) estime que le socle commun reprend une approche par compétence qui abandonne l'ambition de porter les enfants le plus haut possible et répond à des objectifs purement économiques. Elle plaide pour une école «lieu de transmissions des connaissances, les plus élevées possible», plutôt que «lieu de transmission de compétences». [Sarah](#) rappelle l'importance des bases disciplinaires au collège.

[Benoît](#) voudrait que les objectifs chiffrés (100% d'une classe d'âge au socle, 80% des élèves au bac et 50% en licence) soient clairement liés à une définition des exigences. Il faudrait commencer par redéfinir le contenu de la scolarité obligatoire et le contenu des enseignements au lycée. Ensuite, «on mettrait les moyens pour atteindre 80%».

Pour [Jean-Baptiste](#) il faut, «dès l'école élémentaire valoriser les savoirs manuels». [Mr Pat](#) estime également qu'il faut casser le cloisonnement disciplinaire à l'école élémentaire : ne pas faire entrer les disciplines comme matières cloisonnées et distinctes, mais les aborder au travers du français ou des mathématiques. Proposons l'étude des disciplines de façon transversale à travers le français ou les mathématiques, plus comme l'appropriation d'une première culture générale que comme l'appropriation de savoir disciplinaires au sens strict. Cet apprentissage dès l'âge de 3 ans est tout à fait réaliste s'il est soigneusement adapté aux stades du développement de l'enfant. Enfin, ajouter un domaine « d'expérimentation manuelle » qui concernerait les sciences tout autant que la technologie et les arts.

Selon [Nicole](#), il faut maintenir et élever le niveau de culture générale, afin de favoriser mobilité, l'adaptation, la formation continue; Quelle que soit la filière, en particulier celle des LEP et formations techniques. De manière générale, il faut «revaloriser les filières professionnelles» ([Assanatou](#)).

- *Scolarité obligatoire à 18 ans*

[Jean-Marc](#) souhaite que le texte soit plus explicite et propose que l'âge de la scolarité obligatoire soit repoussé à 18 ans.

- *Évaluations*

[Pierre](#) souhaite «mettre un terme aux évaluations nationales» inutiles et coûteuses. [Marc](#) en revanche estime qu'il est légitime «que le ministère souhaite pouvoir mesurer l'impact de sa politique sur la performance des élèves». Il faudrait cependant rendre anonyme les données élèves et établissements. [Jean-Baptiste](#) plaide pour la mise en place d'une notation par l'acquis et le non acquis.

- *Redoublements et cycles*

Il faut casser la rigidité des classes et des cycles. Les élèves pourraient être en cycle 2 pour les mathématiques mais poursuivre en cycle 1 s'ils ont mal acquis la lecture. Cela permettrait de gérer l'hétérogénéité des niveaux en misant sur l'hétérogénéité d'âges sans laisser de côté ceux qui apprennent moins vite ([Sarah](#)).

## **Lutte contre l'échec**

Les contributions des internautes pointent la corrélation qui existe entre la lutte contre l'échec scolaire et les inégalités sociales : [Geneviève](#) pense que l'aide la plus efficace pour les enfants en difficulté, est sans doute une aide aux devoirs, gratuite, en petits groupes, assurée par les enseignants. Mais surtout, la

meilleure manière pour lutter contre l'échec scolaire et les inégalités face à l'école, c'est de lutter contre les inégalités sociales, c'est-à-dire lutter contre le chômage et la précarité.

Pour [Yvette](#), il faut «agir dès la petite enfance (formation des personnels, sensibilisation des parents) pour une meilleure maîtrise de la langue orale pour plus d'égalité devant les futurs apprentissages».

[Madeleine](#) estime qu'il faut réellement instituer du suivi personnalisé en primaire, ce qui «demande des moyens colossaux et une formation adéquate». L'enseignant doit avoir des partenaires ou des auxiliaires qui prendront en compte la personnalité de l'enfant et le conduiront vers le niveau d'accroche, ce niveau où l'enfant captera avec intérêt ce qui est enseigné. Ce peut être des AVSI (Auxiliaire de Vie Scolaire) formés à l'écoute, à la non violence, à l'observation et à l'écriture afin de croiser les attentes et les savoirs.

[Gabriel](#) considère également qu'il faut «plus de temps avec les élèves en difficulté, via un tutorat attentif, un encadrement social à l'extérieur de l'établissement». De plus, il faut généraliser la stimulation du langage en crèche et petite/moyenne sections de maternelle. Il faudrait mobiliser des enseignants spécialement formés à la «psycho-orthophonie» qui est primordiale.

[Mr Pat](#) appelle à prendre en compte les avancées des neurosciences dans l'élaboration des méthodes pédagogiques et notamment les stades de développement, non pas de l'enfant, mais de tous les individus avant l'âge adulte, de la naissance à la fin du lycée.

## Les rythmes scolaires

Tous les internautes s'accordent pour dire qu'il faut revoir les rythmes scolaires. [Sophie](#) plaide pour un retour au samedi matin travaillé. [Catherine](#) donne l'exemple de la Finlande : «cours tous les matins, y compris le samedi. L'après-midi, plusieurs possibilités : étude, activités sportives, activités culturelles dans tous les domaines, et enfin possibilité de rencontrer un enseignant qui assure une permanence, dans toutes les matières, jusqu'à 16 heures».

## Partenaires de l'école et projets locaux

### - Les associations et les collectivités

[René](#) souligne la nécessité de réaliser des projets «impliquant le monde associatif et familial», ainsi que les parents d'élèves. Il faudrait mettre en place un «projet global constitué d'initiatives éducatives, culturelles, sportives avec les collectivités locales». [Joëlle](#) insiste également sur l'importance du rôle des associations d'éducation populaire. [M. Pat](#) considère qu'au delà des «chèques culture», il faudrait un accompagnement qui fasse partie du rôle de l'enseignant et des collectivités”.

### - Les parents

Les parents doivent entrer dans l'école, mais l'inverse est aussi vrai, sans parler de «substitution», une « intrusion » dans les familles est nécessaire. Certains internautes suggèrent de prendre en compte la question éducative dès la naissance : à la maternité, entretien obligatoire avec les futurs parents sur les questions éducatives.

Il est possible d'impliquer davantage les parents. On peut par exemple faire convoquer individuellement les parents d'élèves une fois par trimestre, à des heures qui leur conviennent, pour les informer et s'entretenir avec eux des difficultés éventuelles. (entretiens de 20 min avec comptes rendus écrits ([Jean-Claude](#)))

[Christophe](#) souhaiterait transmettre de l'ambition aux élèves et aux parents et pour cela, créer «une véritable école des parents».

[Sophie](#) suggère d'accorder aux parents «un crédit temps» durant la petite enfance pour que les enfants puissent rentrer plus tôt chez eux. Quel adulte accepterait le rythme de collectivité que les enfants subissent ? Ils arrivent pour la plupart à 8 heures en pré-garderie et repartent à 18 h 30, le tout sans interruption et cela dès le plus jeune âge (...) Pourquoi ne propose t-on pas les 30 h payées 35 h aux parents de jeunes enfants. Cela permettrait d'une part aux parents de pouvoir vivre avec leurs enfants et relancerait l'emploi.

### **Carte scolaire**

Plusieurs internautes sont très favorable au principe de mixité sociale «très audacieux» mais «pas irréalisable», et proposent même des modalités, en se fondant sur des bassins de population définis sur un critère de bonne mixité sociale globale. Pour s'inscrire dans un établissement, il suffirait ensuite de remplir des critères de revenus et de résultats scolaires qui permettraient d'améliorer la mixité de l'établissement.

Les élèves potentiellement «brillants» issus d'un milieu socialement défavorisé constituent un gisement de matière grise insuffisamment valorisé. Il faut créer des internats modernes avec des bourses d'internat qui se rajouteraient aux bourses de scolarité. ([Louis](#))

Une politique visant à réduire les inégalités sociales doit établir une égalisation de la qualité de l'offre pédagogique et des ressources entre établissements ainsi qu'une uniformisation de leur public via une plus grande mixité sociale. Ceci requiert une discrimination positive rigoureuse pour que les inégalités scolaires ne viennent pas redoubler les inégalités sociales ([Christophe](#)).

### **Orientation, alternance, apprentissage, stage**

[Loïc](#) considère que les stages sont de «l'expérience professionnelle à part entière», et doivent entrer dans les cursus tout en étant valorisés. Ils devraient aussi être payés dès le premier mois suivant l'échelon de formation.

[Nicolas](#) estime qu'il faudrait promouvoir le réseau des IAE (formation publique en management) au détriment des écoles de commerces afin de «donner accès aux étudiants d'origine modeste aux nombreux postes de l'entreprise».

Pour [Anne](#), il faudrait un travail d'ensemble sur l'architecture des formations diplômantes afin de mettre en place des équivalences ou passerelles permettant de progresser ou se réorienter à tout âge et tout niveau.

## Formation professionnelle

Un travail d'ensemble sur «l'architecture des formations diplômantes» serait nécessaire afin de mettre en place des équivalences ou des passerelles permettant de progresser ou se réorienter à tout âge et tout niveau ([Anne](#)).

Chaque français devrait avoir le droit à un crédit de «formation supérieure» équivalent en dépense publique (coût des formations + compensation de revenu) tout au long de sa vie indique [Nico](#). Après le secondaire, toute formation devrait être accessible et financée pour tout français et disponible à tout moment pour s'offrir des formations complémentaires, déclare-t-il également.

Selon [Madeleine](#), le plan de formation de l'entreprise devrait obéir à cet objectif afin de maintenir la capacité et l'envie d'apprendre. La formation pour les adultes en recherche d'emploi ne devrait pas se limiter non plus à faire un CV.

## École privée

Les internautes estiment que l'école privée est une voie de contournement de la carte scolaire, et que les contraintes qui pèsent sur elles sont insuffisantes. [Claire](#) estime qu'il est urgent de se pencher sur le privé hors contrat; [Jean-Baptiste](#) considère qu'il faut arrêter de financer l'école privée; tout comme [Madeleine](#) qui pense également qu'il faudrait peut-être «moins financer l'école privée religieuse, pour financer mieux l'école publique». [Mr Pat](#) considère également que le privé devrait être soumis à la carte scolaire.

## Enseignement supérieur

Plusieurs membres soulignent la nécessité de rapprocher les prépas et les grandes écoles des universités et de faciliter l'accès des élèves de milieux défavorisés aux grandes écoles et filières sélectives ([Sarah](#)).

[Sarah](#) ne souhaite pas abandonner les concours d'accès aux grandes écoles car le « corps social » y reste attaché (image d'égalité et de justice républicaine) mais il faudrait les repenser en corrigeant les injustices pour réintroduire une mixité sociale. «L'introduction d'un entretien oral avec dossier en plus de la voie écrite pourrait être une solution».

Dans les universités, [Louis](#) prône «la coexistence d'un corps d'enseignants non chercheurs avec des corps d'enseignants chercheurs».

## Innovations, expérimentation

L'exemple de Clithène, un collège public expérimental à Bordeaux est cité. Clithène est l'acronyme de Collège Lycée Innovant et Socialisant à Taille Humaine dans l'Éducation Nationale et Expérimental.

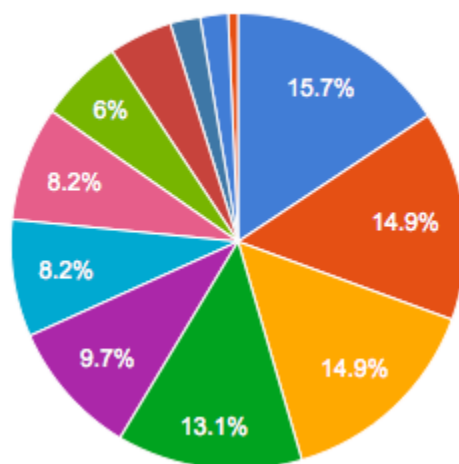
[Gabriel](#) souhaiterait la généralisation et la «professionnalisation» de sites contributifs (qui existent de manière embryonnaire), où chaque professeur pourrait trouver des cours, des travaux pratiques, des exercices, des matériels, des supports utilisables avec commentaires, des partages d'expériences pédagogiques, trucs et astuces, progressions annuelles. Il faudrait également un site du ministère qui présente des expérimentations et leur résultats.









## Violence

Pour [Christophe](#), l'opinion française et les responsables politiques doutent encore trop de l'efficacité des programmes de prévention. Pourtant toutes les recherches et leurs applications sur le terrain ont démontré leur force. Elles sont fondées sur l'encouragement et non sur la répression, ce qui ne signifie «en aucun cas le laxisme». Les stratégies purement behavioristes (style « camp de redressement ») n'ont eu aucun effet, rappelle-t-il.

## Égalité femmes - hommes

Pour l'égalité femmes-hommes, quelle proposition te semble prioritaire ?



	Pour un service public de la petite enfance de qualité, tripler, en 10 ans, le nombre d'enfants accueillis dans les structures collectives	15.7%
	Décourager le recours aux temps partiels subis : les cotisations patronales seront majorées pour les temps partiels et les entreprises devront organiser, pour les salarié-e-s qui le souhaitent, la possibilité de passer à temps plein. Nous engagerons une action avec les partenaires sociaux pour tendre vers la disparition des temps partiels de moins de 20 heures	14.9%
	Diviser par deux les écarts de salaires entre les femmes et les hommes, à échéance de 5 ans notamment en obligeant les entreprises à produire un rapport de situation comparée	14.9%
	Mettre en place un Ministère des droits des femmes et de l'égalité entre les genres qui garantira la mise en place de politiques d'égalité, de manière transversale	13.1%
	Garantir réellement un partage du pouvoir de décision entre les sexes, et étendre ce principe à toute la sphère publique, qu'elle soit politique, économique ou sociale, en généralisant une démarche contraignante. Cela passera notamment dans la sphère politique pour les élections nationales au scrutin uninominal, par le fait que les partis politiques qui ne respecteront pas l'objectif paritaire dans le cadre des investitures verront leur dotation publique supprimée	9.7%
	Former tous les acteurs éducatifs à la question des rapports entre les sexes, à partir d'un travail sur les stéréotypes. Par exemple, intégrer à la formation continue des enseignants, des modules leur permettant d'appréhender les mécanismes de domination et de les déconstruire avec les élèves	8.2%
	Assurer, pour tous les élèves de la classe de CP à la terminale, et tous les ans, 6 heures d'éducation à la sexualité, à l'égalité et au respect mutuel	8.2%
	Mettre en place un congé parental d'un an, partagé à égalité par chacun des deux parents. Une durée équivalente sera attribuée à chacun sans possibilité d'utiliser le congé de l'autre, le montant de l'indemnité sera augmenté et plafonné : 100% des bas salaires, puis de manière dégressive	6%

Adopter une loi visant l'abolition du système prostitueur intégrant : la prévention par l'éducation ; le démantèlement des réseaux ; la réinsertion des personnes prostituées ; la fin de la répression des personnes prostituées instituée par la droite ; la pénalisation du client prostitueur	4.5%
Permettre l'accès à une contraception gratuite et anonyme pour les mineur-e-s, auprès des médecins généralistes	2.2%
Réaliser une grande enquête indépendante sur les discriminations, menée par l'INSEE, intégrant notamment les discriminations de genre	1.9%
Créer un Observatoire national sur les violences faites aux femmes	0.7%

Le débat mené par les militant(e)s et sympathisant(e)s autour de l'atelier égalité femmes - hommes est marqué par la diversité des sujets abordés : égalité professionnelle, retraite, parité, éducation à l'égalité et contre les discriminations, violences, liberté de disposer de son corps, IVG, études de genres, etc. Ces échanges soulignent la nécessité d'agir de manière transversale afin de promouvoir l'égalité femmes-hommes, dans tous les domaines (privé, professionnel, politique, public, etc.).

### 2012 : Un ministère des droits des femmes et de l'égalité entre les genres

Selon [Yvette](#) un Ministère des Droits des Femmes et de l'Égalité des Genres pourra impulser des études et propositions, capables de faire changer les mentalités dans notre pays, et dans d'autres pays où la situation des femmes est catastrophique. [Audrey](#) note cependant que dans un contexte de désengagement de l'Etat, il faut garantir un vrai ministère avec de vrais moyens pour un vrai travail de terrain !

### Égalité professionnelle : une priorité pour garantir l'émancipation réelle des femmes

[Jean-clair](#) souligne que l'égalité femmes-hommes fait progresser toute la société : si on réalisait l'objectif « travail égal-salaire égal », ce serait plus d'égalité mais également une hausse du revenu global des travailleurs. Pour [Suzanne](#), décourager les temps partiels subis reste l'urgence, car les femmes pâtissent d'un pouvoir d'achat trop bas. Pointant également la précarité que subissent les femmes, [Zabida](#) conseille d'accorder plus d'importance aux familles monoparentales, expression derrière laquelle se cache surtout des femmes en très grande difficulté. Faisant référence au poids des doubles journées de travail sur les carrières des femmes, [Geneviève](#) défend que le service public petite enfance doit être adapté afin que les femmes puissent avoir accès au marché du travail.

Pour atteindre l'égalité professionnelle [Claude](#) propose de rendre visible le nombre de temps partiel, de CDD (contrat à durée déterminée), le montant du salaire moyen afin de rendre visible cet "esclavagisme" moderne subie par les femmes. Selon [Michel](#) la proposition de diviser les écarts de salaires par deux est insuffisante : il faut établir la parité des rémunérations et des postes de responsabilités à qualification égale.

[Guillaume](#) insiste sur le fait qu'un meilleur accès des femmes au marché du travail passe également par un partage égal des tâches domestiques. Il nous fait part d'un groupe coopol «Le temps des femmes : pour un nouveau partage des rôles» reprenant le titre d'un livre de Dominique Meda, traitant de la nécessaire révolution mentale de notre pays pour concrétiser l'égalité professionnelle.

Pointant les évolutions récentes en matière d'égalité professionnelle, [Laurence](#) rappelle que récemment, la Cour de cassation a rendu un arrêt favorable à une salariée jugée victime de discrimination par rapport à ses collègues masculins, faisant ainsi évoluer la jurisprudence en faveur des femmes. [Laurence](#) note que les inégalités en matière de salaires sont encore criantes, alors qu'Yvette Roudy faisait adopter la première loi sur l'égalité professionnelle il y a 27 ans.

[L'atelier GPS](#) (Grand Projet Socialiste) souligne que les femmes sont pratiquement absentes des emplois situés au sommet de la hiérarchie et gagnent 19% de moins que les hommes. [Suzanne](#) porte à notre connaissance [la Résolution](#) du Parlement européen du 17 juin 2010 sur les aspects relatifs à l'égalité entre les femmes et les hommes dans le contexte de la récession économique et de la crise financière.

### **Retraites : la contre-réforme aggrave les inégalités**

[Christie](#) souligne qu'il y a un fort écart entre les sexes en matière de retraite également : les femmes ont des durées de cotisations plus courtes (des carrières plus courtes, avec plus de temps partiel, de congés parentaux) et leurs rémunérations sont plus faibles. Résultat : les femmes partent à la retraite en moyenne deux ans plus tard que les hommes. [Laurence](#) rappelle que la réforme des retraites va accentuer les inégalités hommes-femmes puisque les femmes sont les plus concernées par les emplois précaires et fractionnés ou les périodes de congé parental et donc les vies de travail à rallonge. [L'atelier GPS](#) déplore que le conseil d'orientation des retraites ait fondé ses analyses sur une conception rétrograde de l'activité professionnelle des femmes, actant les inégalités actuelles dans ses projections.

### **Parité : mettre en place au sein du Parti et pour toutes les élections une parité réelle**

[Françoise](#) préconise d'insister sur les propositions qui conditionnent et entraînent toutes les autres mesures de promotion de l'égalité, citant notamment la parité pour que les femmes elles-mêmes participent aux décisions et contrôlent leur application.

[Suzanne](#) insiste sur la nécessité d'appliquer l'égalité et la parité au sein de toutes les instances du Parti : constituer des bureaux paritaires (national et fédéraux) et garantir pour tous les scrutins à venir, des candidatures paritaires. Partageant cette idée, [Françoise](#) déplore que des militants votent des textes, mais ne se les appliquent pas, notamment concernant la parité et le cumul des mandats ; ce qui rend difficile toute entreprise de critique de N. Sarkozy et de la droite en la matière.

Selon [Geneviève](#) les propositions pour la parité aux élections sont insuffisantes : seuls les résultats comptent. Elle propose par exemple d'augmenter la taille des circonscriptions et que chaque parti présente 1 liste pour chaque sexe, pour que nos représentants soient élus 2 par 2.

### **Éducation : construire une société de l'égalité**

[Diamila](#) souligne que la formation du personnel éducatif dès la maternelle est essentielle : les principes fondamentaux de la république, la laïcité et le droit des femmes doivent être connus par le personnel éducatif. [Chantal](#) défend cette proposition de Diamila afin que la laïcité, le droit des femmes et l'égalité entre les sexes soient constamment rappelés, dès la petite enfance. Pour [Françoise](#) également, il faudrait avant tout enseigner aux enseignants que tous les êtres humains naissent égaux en droit. Selon [Françoise](#) l'éducation doit être une priorité, car elle permet d'effacer les clichés sexistes qui nous gouvernent plus ou moins consciemment.

### **Favoriser les études de genre et la prise en compte des inégalités entre les sexes de manière transversale**

[Suzanne](#) souhaiterait que le Parti socialiste prenne davantage en compte la question du genre dans ses propositions et textes. [Laurence](#) renvoie à [un article](#) du Monde traitant des études consacrées aux inégalités entre les genres dans différents domaines (emploi, politique, retraite, etc.) ; rappelant la nécessité d'adopter une approche genrée dans tous les domaines.

### **Contraception, IVG : défendre la liberté de disposer de son corps**

[Suzanne](#) salue la mise en place du Pass' contraception dans certaines régions et appelle à la généralisation de cet outil. Prenant l'exemple du droit à l'avortement aujourd'hui menacé, [Sandrine](#) déplore que tout soit fait actuellement pour faire machine arrière en matière de droits des femmes.

## **Mettre fin aux violences : des solutions restent à construire d'urgence**

[Locelyne](#) rappelle que même lorsque les femmes subissent des violences, des divorces sont prononcés par consentement mutuel ; prouvant que des mesures restent à construire pour accompagner les victimes de harcèlements et de violences.

[Grégoire](#) défend qu'il n'y a pas d'égalité réelle sans politique féministe et abolitionniste en matière de prostitution ! Il propose la lecture d'un [compte rendu](#) d'un colloque sur ce sujet et pour plus d'informations sur le sujet il propose ce site : [www.prostitutionetsociete.fr](http://www.prostitutionetsociete.fr).

Il porte également à notre connaissance une lettre de personnalités et d'associations féministes mobilisées pour dire "Oui à la sexualité, mais sans violence ni emprise du marché !"

Quant à lui, [Valéry-xavier](#) pense que les propositions sur la prostitution pourraient avoir pour conséquence de faire davantage entrer les réseaux dans la clandestinité et renforcer la dimension esclavagiste que peut avoir la prostitution, pour le plus grand profit des mafias. Illustrant les violences que subissent de nombreuses femmes à travers le monde, [Michel](#) relaye la mobilisation contre la lapidation de Sakineh.

## **Du côté de l'international**

[Suzanne](#) rapporte qu'une nouvelle agence de l'ONU chargée d'améliorer la condition des femmes dans le monde vient de porter à sa tête, l'ex-Présidente Chilienne Michele Bachelet.

[Laurence](#) déplore que la France ait dégringolé à la 46e place du classement mondial établi par le World economic forum des [pays ayant la plus grande égalité entre les hommes et les femmes](#).

[Guillaume](#) propose de s'intéresser aux modèles et aux mesures progressistes développés à l'étranger (par exemple en Suède).

## **Conseils et outils militants**

[Bruno photo à l'appui](#) souligne le succès de l'autocollant « égalité » créé par la fédération de Paris, lors des mobilisations de ces derniers mois .

[Romain](#) nous propose de redécouvrir le QUIZZ sur les inégalités femmes-hommes du cahier de formation du secrétariat national aux droits des femmes.

[Julia](#) conseille un ensemble de livres, notamment autour de la thématique « sans enfants par choix ».

[Nathalie](#) rappelle à leur responsabilité les élites, élu-e-s et leur rôle pour mettre un terme aux discriminations.

## **Partage des propositions d'amendement**

[Muriel](#) présente [un amendement](#) afin que «le Parti socialiste s'engage à promouvoir et mettre en œuvre pour toutes les élections le scrutin de liste à la proportionnelle qui a permis pour les élections régionales et les élections municipales d'atteindre une réelle parité».

[Michel](#) propose l'amendement suivant. «Actuellement, le statut matrimonial est inscrit sur les documents officiels des femmes mariées. Pour viser à une égalité réelle des documents d'identité et administratifs, cette même référence au statut matrimonial sera appliqué aux hommes mariés».